



Combat

Semaine du lundi 6 au samedi
11 mai 1963

Numéro distribué gratuitement
Réalisé par la Fédération des
groupes d'études de Lettres
(F.G.E.L.)

Page 3

Les problèmes de la formation au Congrès de Dijon

POSER le problème de la formation et de l'information dans un syndicat, c'est poser le problème du syndicat en général et de son but qui est de « faire prendre conscience et d'organiser » le milieu où il est implanté. Tout, dans l'UNEF, est formation et information comme tout est aussi exigence de démocratie et volonté de revendication. La meilleure (ou plutôt la seule) formation est donc celle qui est donnée « sur le tas ». Mais comment la rationaliser ?

La discussion s'est centrée sur quatre points

1) L'accueil des « bizuths ». — On peut entendre par là soit embrigader les étudiants, soit leur faire prendre conscience (par des interviews, des enquêtes ou des actions de début d'année), du fait qu'ils ont des problèmes communs. On peut aussi, soit les attendre dans les bureaux et les permanences, soit aller les chercher dans les amphis, soit organiser pour eux des sessions préuniversitaires de formation.

2) Les groupes de travail. — Sur ce point, les conceptions les plus variées s'opposent sur tous leurs aspects : service corporatiste de l'AGE ou création spontanée (et continuée) ? Palliatif consolidant le vieux système ou structure de déséquilibre conduisant à la cogestion de l'université ? Système de polarisation en commun ou cellule « présyndicale » (ou « parasyndicale ») de base ? etc. Mais abstraction faite de leur valeur revendicatrice directe, qui peut être sujette à discussion, les groupes de travail ont une valeur indirecte si l'on juge qu'un véritable syndicat de masse ne pourra jamais se créer dans un milieu individualiste et passif.

3) Les Comités d'amphis. — Si le groupe de travail n'est pas la cellule syndicale de base, ce rôle ne peut être joué que par l'amphi. Par « comité d'amphi » on peut entendre soit une structure stable, soit un groupement spontané d'étudiants sur un problème urgent. Le problème est dans ce cas de permettre au groupement de

durer et d'assurer son articulation avec la «Corpo » (c'est-à-dire, à la FGEL, avec le «Groupe d'études »).

4°) L'Enquête-intervention. — L'enquête peut induire une prise de conscience collective du problème posé qui devient un problème discuté en commun, et peut être pris en charge directement par la collectivité intéressée. C'est ainsi qu'à Rennes, une enquête faite en 1962 sur « l'adaptation à l'université des jeunes d'origine agricole » a pu déboucher en décembre dernier sur une grande réunion d'information à l'issue de laquelle une soixantaine d'étudiants directement concernés ont décidé de s'organiser pour développer l'enquête sur une plus grande échelle et sur des problèmes plus vastes.

Des motions d'études assez précises ont été votées. La mise en place de ces structures va nécessiter la formation d'animateurs de groupes. D'une façon plus générale la commission est tombée d'accord sur les grandes lignes de la politique de formation.

Au niveau local, constitution dans l'AGE d'un secrétariat de recherche avec la participation de la Section de la Mutuelle. Ce secrétariat pourrait être éventuellement fondu avec la Commission-Formation. Les directions de recherche sont définies par l'AGE.

Comment se pose dans ce cadre général, le problème particulier des stages de formation ? Sur les méthodes de formation, on a surtout énoncé des lieux communs. La commission a pris conscience des limites d'une politique de stages, mais l'organisation de véritables stages syndicaux en autogestion n'a pas été discutée. A vrai dire nous ne nous sentions pas mandatés pour le faire. Nous avons insisté sur des méthodes « actives et collectives » plus classiques (méthode des cas, TWI), et sur la nécessité de donner aux militants une formation économique et politique solide, étant donné la carence de l'enseignement dans ce domaine.